



**HAL**  
open science

**”Sous le désert, des prairies attractives”. Quel(s)  
renouveau(x) démographique(s) des campagnes  
françaises ?**

Pierre Pistre

► **To cite this version:**

Pierre Pistre. ”Sous le désert, des prairies attractives”. Quel(s) renouveau(x) démographique(s) des campagnes françaises?. 4ième Journées de recherche en science sociales INRA-SFER-CIRAD, Dec 2010, Rennes, France. hal-03566390

**HAL Id: hal-03566390**

**<https://hal.science/hal-03566390v1>**

Submitted on 11 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**4<sup>ème</sup> Journées de recherche en science sociales INRA - SFER - CIRAD  
à AgroCampus-Ouest (Rennes), 9-10 Décembre 2010**

**« SOUS LE DESERT, DES PRAIRIES ATTRACTIVES » -  
QUEL(S) RENOUVEAU(X) DEMOGRAPHIQUE(S) DES CAMPAGNES FRANCAISES ?**

Pierre Pistre  
Allocataire-Moniteur en Géographie  
Université Paris 7 Denis Diderot  
UMR8504 Géographie-cités  
13 Rue du Four, 75006 Paris  
[pierre.pistre@parisgeo.cnrs.fr](mailto:pierre.pistre@parisgeo.cnrs.fr)

## « SOUS LE DESERT, DES PRAIRIES ATTRACTIVES » - QUEL(S) RENOUVEAU(X) DEMOGRAPHIQUE(S) DES CAMPAGNES FRANCAISES ?

### Résumé :

Les campagnes françaises se repeuplent, même parmi les moins denses et les plus éloignées des principaux centres urbains. En effet, depuis les années 1970-1980, les croissances démographiques prennent progressivement le pas sur les pertes ancestrales. Les signes de renouveau se font de plus en plus nombreux (migrations de populations, rénovations de maisons anciennes, créations d'activités), confirmés par les analyses successives des recensements INSEE. L'hypothèse de *renaissance rurale*, défendue par Bernard Kayser dans les années 1990, se révèle ainsi de plus en plus effective et en phase ascendante.

Néanmoins, si le constat général de reprise démographique des campagnes françaises est aujourd'hui largement partagé et acté, peu de travaux ont recherché une compréhension approfondie, notamment dans ses composantes sociologiques et géographiques.

A partir de traitements statistiques et cartographiques, utilisant principalement les données du recensement INSEE de 2006, nous proposons une analyse plurielle des *renaissances rurales* contemporaines en France métropolitaine. Nous mettrons particulièrement l'accent sur les migrations résidentielles internes au territoire national, des ensembles urbains vers les espaces ruraux, mais également entre plusieurs types de campagnes préalablement identifiés.

Quelles campagnes connaissent les plus fortes reprises démographiques ?

Quelles populations (en âges, en catégories sociales) sont particulièrement actrices du renouveau rural ?

Assistons-nous à une poursuite des processus de périurbanisation et/ou à l'émergence d'autres reprises des campagnes françaises qui marqueraient les prémices de formes d'exode urbain ?

Mots-clés : Campagnes, Démographies rurales, Migrations résidentielles, France.

## « SOUS LE DESERT, DES PRAIRIES ATTRACTIVES » - QUEL(S) RENOUVEAU(X) DEMOGRAPHIQUE(S) DES CAMPAGNES FRANCAISES ?

« En dépit de la décadence qui continue de frapper tant de villages et de terroirs jusqu'à la ruine, les signes favorables condamnent les prophètes de la désertification. »

Kayser B. (1990), *La renaissance rurale*, Armand Colin, Paris, p 289.

Cette communication propose une analyse géographique des reprises démographiques dans les campagnes françaises, à partir des données du recensement INSEE de 2006 (RGP 2006). Ces espaces se repeuplent progressivement depuis les années 1970 (Doc 1), et même aujourd'hui parmi les moins denses et les plus éloignés des principaux centres urbains (Morel, Redor, 2006 ; Laganier, Vienne, 2009). Les signes de renouveau sont de plus en plus nombreux (migrations de populations, rénovations de maisons anciennes, créations d'activités) (Talendier, 2007), et de fait, l'hypothèse de *renaissance rurale*, défendue par Bernard Kayser dans les années 1990, se confirme (Kayser, 1990). A l'inverse, l'idée de *désertification* des campagnes françaises qui a longtemps marqué les esprits – et continue parfois médiatiquement –, se révèle largement dépassée (Le Bras, 2007).

Si le constat de reprise démographique des campagnes françaises est de plus en plus partagé, peu de travaux ont néanmoins recherché une compréhension approfondie de cette tendance démographique générale (Bessy-Pietri, Hilal, Schmitt, 2001 ; Sencébé, Lépicié, 2007). Elle cache en effet une pluralité de situations que nous tâcherons de mettre en évidence, en insistant sur des distinctions géographiques et sociodémographiques :

Quelles campagnes connaissent les plus fortes reprises démographiques et inversement ?

Quelles populations (en âges, en catégories sociales) sont particulièrement actrices du renouveau rural ?

Assistons-nous à une poursuite des processus de périurbanisation et/ou à l'émergence d'autres reprises des campagnes qui marqueraient les prémices de formes d'exode urbain ?

A partir de traitements statistiques et cartographiques menés dans une perspective nationale, nous proposons ainsi d'étudier les *renaissances rurales* contemporaines en France métropolitaine. Dans la première partie de la communication, nous présenterons une typologie spatiale des bassins de vie français, qui s'inscrit dans la continuité des travaux menés par J-C Bontron (SEGESA), et qui met bien en évidence la diversité des campagnes françaises. Celle-ci permettra, dans un deuxième temps, d'analyser les dynamiques démographiques et migratoires de chacun des types ruraux identifiés, et dans une troisième partie, d'étudier les profils sociodémographiques des populations migrant vers ces différentes campagnes, en provenance à la fois d'ensembles urbains et ruraux.

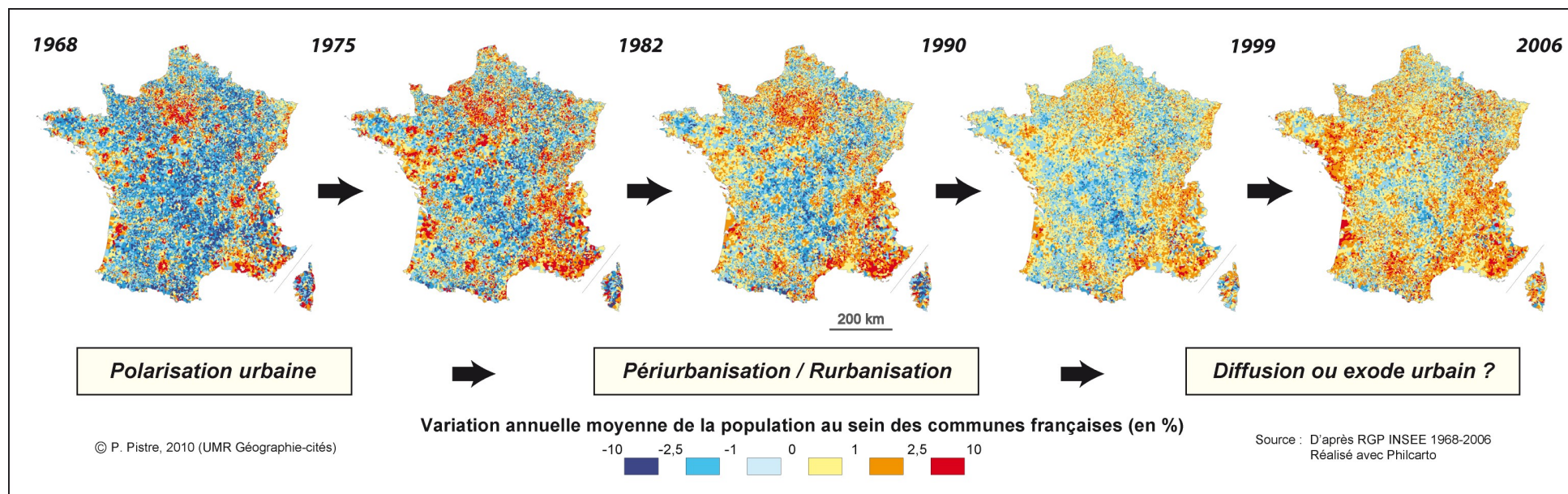
### 1) VERS UNE DEFINITION PLURIELLE DES CAMPAGNES FRANCAISES

Les nomenclatures spatiales successives de l'INSEE ont toujours privilégié une approche par défaut du rural, considéré comme un résidu statistique de l'urbain (*cf.* les unités urbaines (UU), les zones de peuplement industriel et urbain (ZPIU)). Ces définitions ont de fait contribué à produire une image uniformisée et simplifiée des ensembles ruraux français. Le zonage de référence actuel en ZAUER, instauré en 1997 et précisé en 2002 (Zonage en Aires Urbaines et aires d'Emploi de l'espace Rural), intègre désormais plusieurs catégories internes au rural, selon le degré de concentration des emplois<sup>1</sup>. Néanmoins, cette nomenclature ne permet d'analyser l'hétérogénéité des campagnes françaises que de manière très partielle, notamment sur le plan sociodémographique.

---

<sup>1</sup> L'espace à dominante rurale est ainsi composé de pôles d'emploi ruraux, de couronnes des pôles d'emploi ruraux et des autres communes de l'espace rural.

## Document 1 – Des reprises démographiques toujours plus éloignées des principales villes françaises



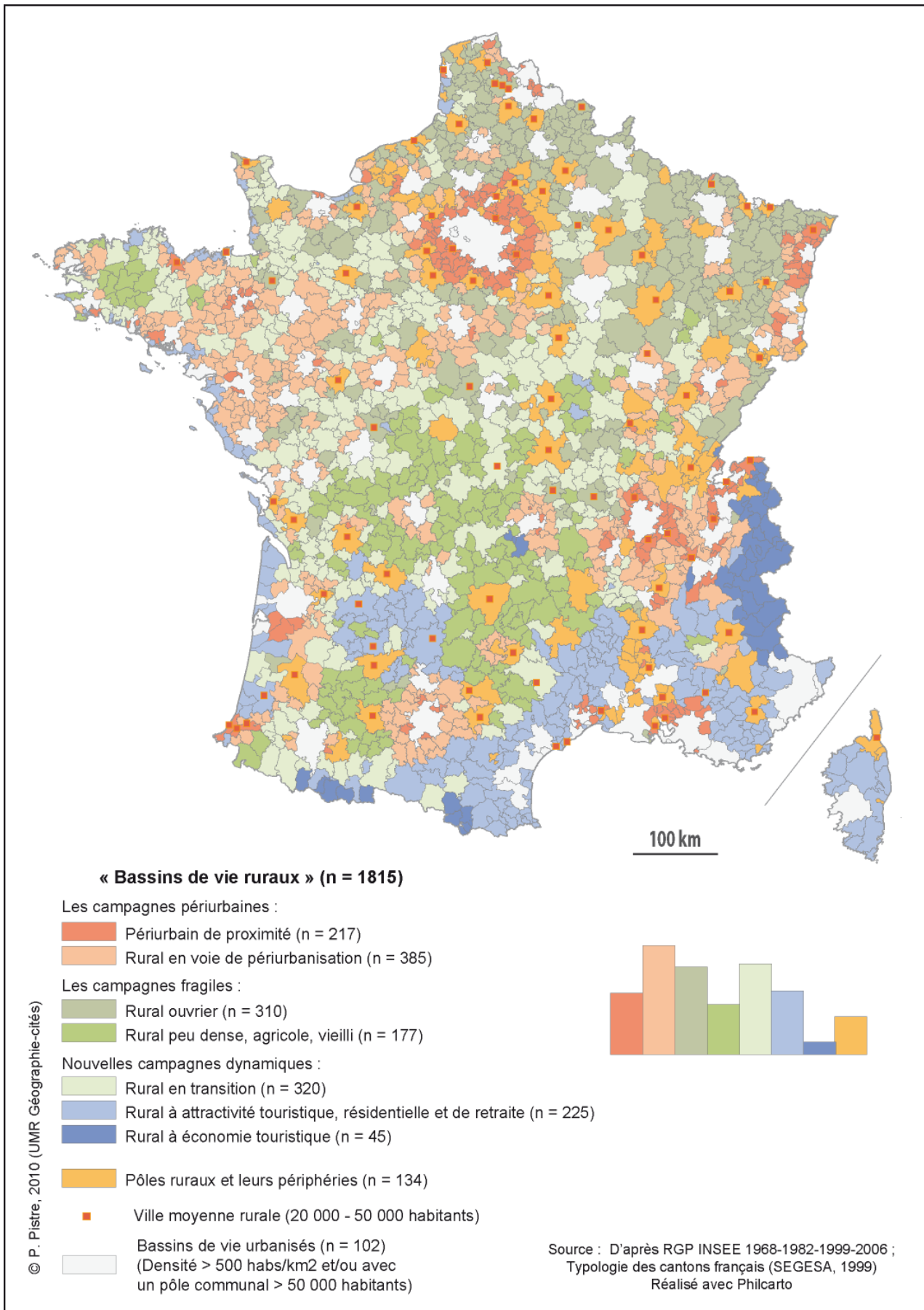
Dans la continuité des travaux statistiques réalisés par J-C Bontron et la SEGESA (*cf.* Typologie des cantons français de 1990 et 1999 : souvent utilisée comme classification de référence (DATAR, 2003 ; Perrin, Malet, 2003)), nous avons donc entrepris la réalisation d'une typologie des bassins de vie français<sup>2</sup>, qui prend à la fois en compte leurs caractéristiques économique, démographique, sociologique et de logement<sup>3</sup> (Doc 2). Réalisée à partir des données du RGP 2006, cette classification permet de mettre en évidence les trois catégories principales de campagne préalablement identifiées par J-C Bontron : les *campagnes périurbaines*, les *campagnes fragiles*, les *nouvelles campagnes dynamiques*. Ces trois entités peuvent ensuite être décomposées en sept sous-groupes ruraux, auxquels il faut ajouter un ensemble de pôles ruraux et un type de bassins de vie urbanisés, pour couvrir l'intégralité du territoire métropolitain.

Cette typologie propose ainsi une définition statistique plurielle qui rend compte de la diversité des campagnes françaises. Elle va surtout nous permettre dans la suite de cette communication, de développer une analyse hétérogène de leurs reprises démographiques.

<sup>2</sup> Le bassin de vie est un zonage statistique qui a été élaboré en 2003 dans le cadre d'une analyse de la structuration de l'espace rural. Leurs délimitations correspondent principalement à la distribution sur le territoire métropolitain des services, surtout intermédiaires, et à leurs aires d'attraction (INSEE, 2003 ; Julien, 2007).

<sup>3</sup> Cette typologie a été réalisée à partir d'une classification ascendante hiérarchique (CAH), mobilisant 40 indicateurs statistiques et dont les principaux sont : les soldes démographiques, naturel et migratoire, depuis 1968 par tranches de deux RGP, la densité, un indice de vieillissement, les parts des huit principales CSP, les parts des actifs par secteur économique (primaire, secondaire, tertiaire), les taux de chômage et d'activité féminine, et encore les parts de résidences principales, secondaires, de logements vacants.

## Document 2 – Typologie des bassins de vie français (2006)



## 2) REPRISES RURALES ET TYPES DE CAMPAGNES FRANCAISES

A partir de la typologie qui vient d'être présentée (Doc 2), notre objectif sera ici d'analyser les trajectoires démographiques et migratoires dans les campagnes françaises identifiées.

En préambule, le document 1 permet de visualiser la tendance de reprise démographique progressive des communes françaises métropolitaines. Au cours de la dernière période de recensement (1999-2006), les croissances ont été les plus fortes dans le sud, le grand-ouest et le grand-est du pays. Un effet littoral est également particulièrement marqué. Les façades méditerranéenne, atlantique et de la Manche ont connu de tangibles progressions démographiques. Enfin, cette perspective nationale met en évidence le dynamisme périphérique des principales agglomérations : en premier lieu, au sein d'un bassin parisien élargi, mais surtout autour des métropoles régionales les plus attractives, comme Toulouse, Montpellier, Nantes et Rennes.

Une étude depuis 1962 de la variation des populations, au sein des types de campagnes préalablement déterminés, permet de confirmer et de préciser ces premières observations (Doc 3). L'attractivité des pôles, ici exclusivement ruraux, se réduit fortement alors que les dynamiques de périurbanisation, clairement engagées en France dès les années 1970, se poursuivent à des niveaux élevés. De plus, au sein même des *campagnes périurbaines*, un transfert de croissance semble s'engager des périphéries les plus proches vers des espaces ruraux plus lointains, en voie de périurbanisation. Ce constat vient tout d'abord accréditer l'hypothèse d'un étalement urbain qui se prolonge, toujours plus loin des centres (par exemple autour de Bordeaux, de Lyon, de Toulouse). Il révèle également le développement croissant de formes de périurbanisation autour de métropoles régionales plus modestes (Mulhouse, Besançon, Clermont-Ferrand, Orléans), et principalement dans l'ouest du pays (Nantes, Rennes, Laval, Le Mans, Angers, La Roche-sur-Yon, Vannes).

Le document 3 met aussi en évidence des processus de reprise démographique des campagnes françaises qui ne s'inscrivent pas dans des dynamiques de périurbanisation. L'ensemble des types ruraux a tout d'abord retrouvé des croissances de population avec le RGP 2006, même parmi les plus fragiles<sup>4</sup>. Ensuite, les *nouvelles campagnes dynamiques* connaissent depuis les années 1980 des tendances positives, qui se sont accentuées au cours des années 2000. Le *rural à attractivité touristique, résidentielle et de retraite* est de ce point de vue le sous-type le plus révélateur. Il présente aujourd'hui des taux de croissance qui rivalisent avec ceux des *campagnes périurbaines*, sur les façades atlantique et méditerranéenne, mais également au sein de départements comme le Lot, la Dordogne, l'Ardèche et encore le Vaucluse.

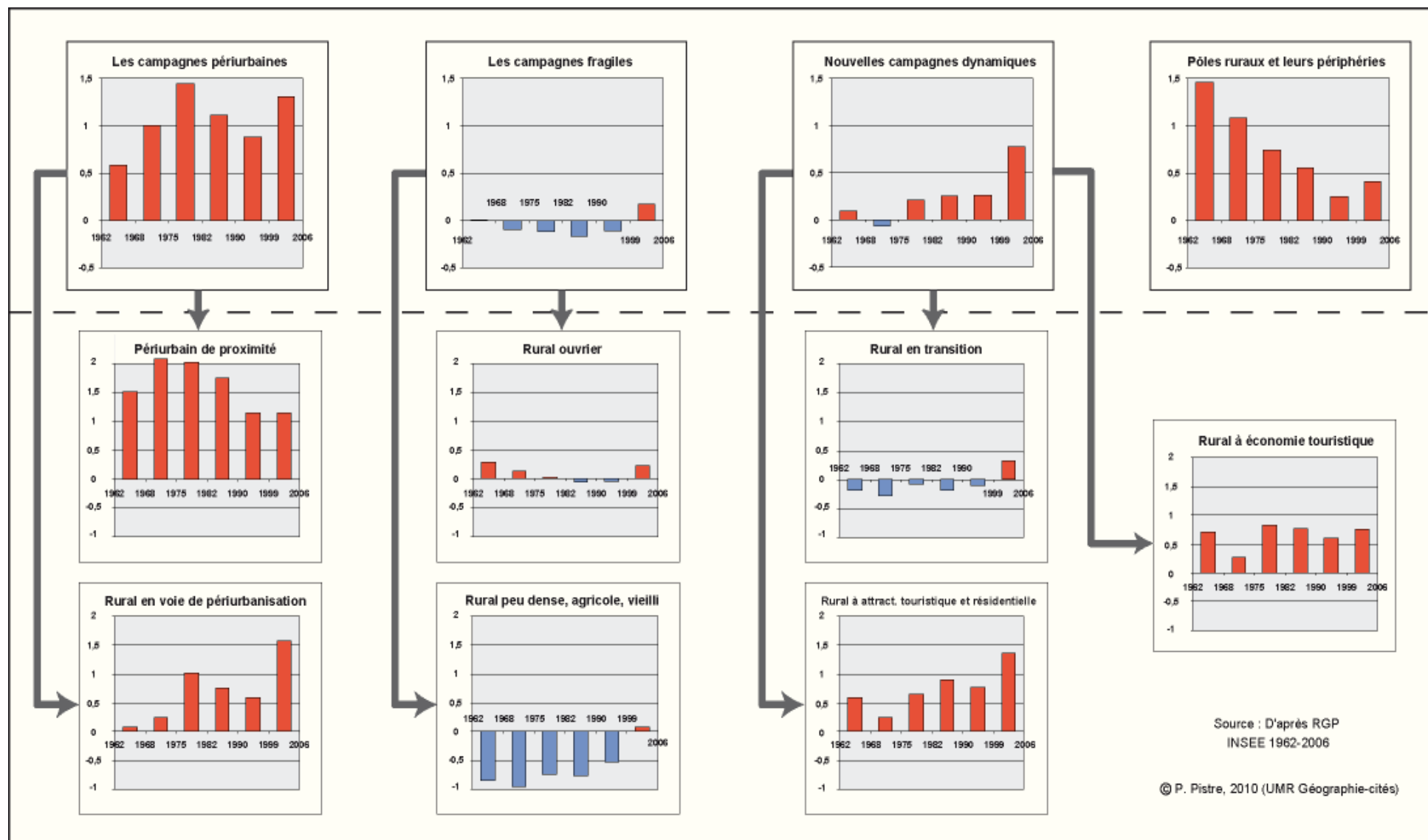
Si certaines régions (Pays de Loire, Picardie) conservent une natalité légèrement supérieure à la moyenne nationale, la tendance est aujourd'hui à un rééquilibrage. De fait, ce sont les échanges migratoires qui contribuent principalement à faire évoluer le volume des populations locales. Réalisé à partir du RP 2006, le document 4 permet d'analyser les migrations résidentielles les plus récentes<sup>5</sup>, et ainsi de préciser les origines géographiques des populations actrices des croissances démographiques rurales. Ce sont à la fois les volumes échangés des *bassins de vie urbanisés* vers les différents types de campagnes, et entre les ensembles ruraux, qui sont ici représentés.

---

<sup>4</sup> Il ne faut néanmoins pas négliger ici le rôle potentiel de modifications apportées par l'INSEE dans sa définition des populations municipales et dans la comptabilité statistique de certaines populations. Les étudiants majeurs en internat, les militaires logés dans un établissement militaire et les personnes détenues dans un établissement pénitentiaire sont désormais enregistrés dans les communes de ces établissements. A l'inverse, les élèves et étudiants mineurs logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants sont comptés dans les communes de leur résidence familiale. Même si elle est difficile à évaluer, cette dernière modification pourrait avoir tendance à gonfler les reprises démographiques réelles des communes rurales les moins peuplées.

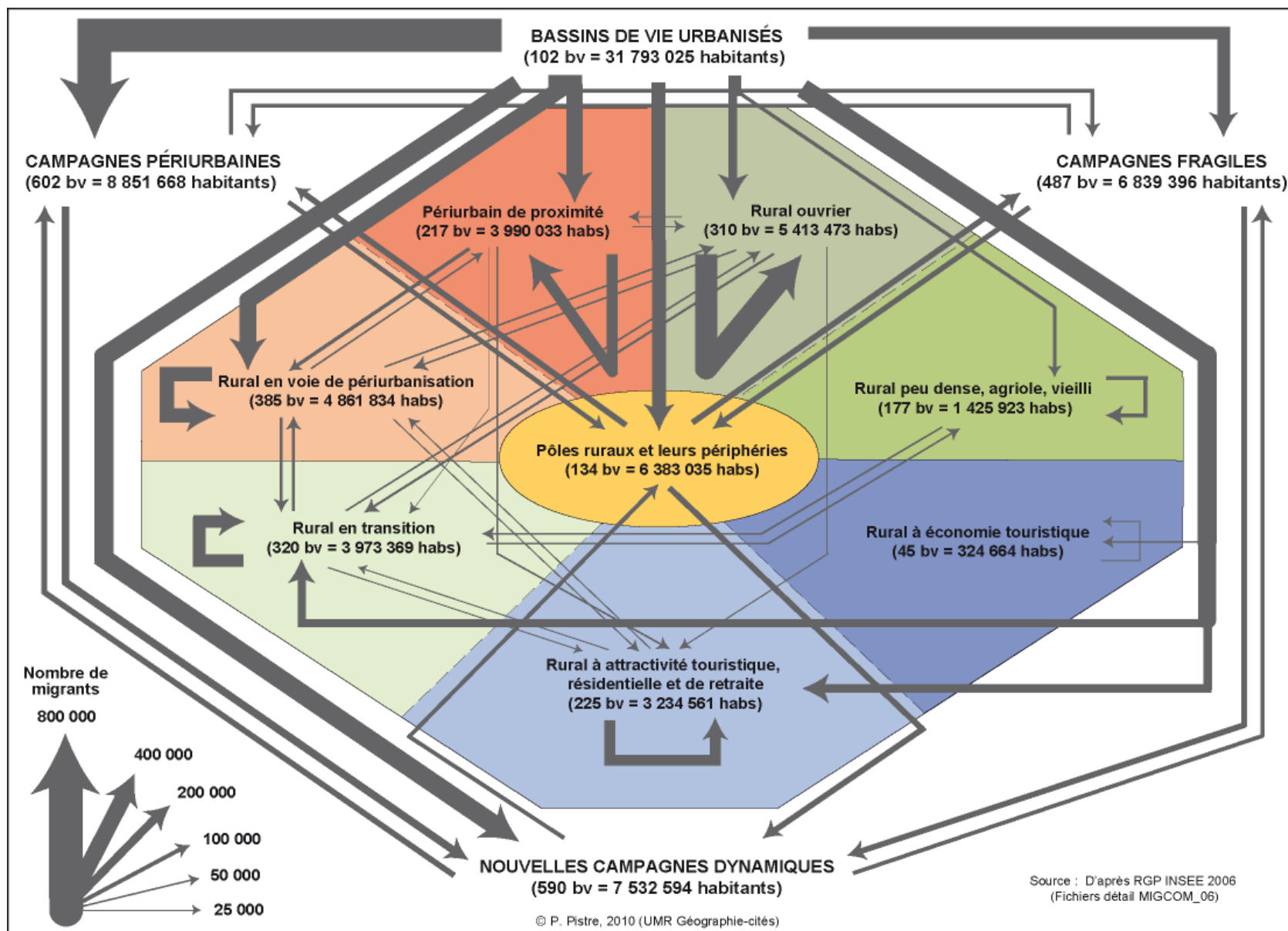
<sup>5</sup> Sont ici considérés comme migrants, tous les individus ayant au minimum changé de commune de résidence, au cours des cinq années précédents la date de leur recensement pour le compte du RGP 2006.

### Document 3 – Des variations moyennes annuelles de la population très inégales selon les types de campagnes françaises (1962-2006)





Document 4 – Diversité et intensité des échanges migratoires à destination et entre types de campagnes françaises (2006)



Ce document confirme tout d'abord la poursuite de forts processus de périurbanisation puisque, selon notre classification spatiale, près de 850 000 personnes ont migré de *bassins de vie urbanisés* vers des *campagnes périurbaines*. Au sein même de ces espaces, ce volume se répartit de manière équilibrée entre le *périurbain de proximité* (417 000) et le *rural en voie de périurbanisation* (427 000). De plus, les échanges migratoires directs entre ces deux sous-types présentent un solde migratoire largement positif au profit du périurbain le plus lointain (+ 40 000). Ces chiffres viennent ainsi accréditer l'idée de transferts internes, observée précédemment, et les tendances suivantes : le prolongement de l'étalement urbain autour des principales agglomérations et la généralisation des formes de périurbanisation autour des métropoles régionales intermédiaires.

Le document 4 apporte aussi plusieurs précisions importantes quant à l'attractivité des *nouvelles campagnes dynamiques*. En premier lieu, les individus qui choisissent cette destination sont majoritairement d'origines urbaines. Plus de 475 000 individus s'y sont en effet installés, en provenance de *bassins de vie urbanisés*, et notamment au sein du *rural à attractivité touristique, résidentielle, de retraite* (261 000) et du *rural en transition* (198 000). En analysant également les migrations internes aux campagnes françaises, il est frappant de constater que les *nouvelles campagnes dynamiques* présentent des soldes migratoires positifs avec l'ensemble des types ruraux, révélant son attractivité au sein même des populations rurales (notamment + 35 000 avec les *campagnes périurbaines* et + 21 000 avec les *campagnes fragiles*).

Notons ensuite que les *campagnes périurbaines*, les *nouvelles campagnes dynamiques* et les *campagnes fragiles* présentent des soldes migratoires positifs avec les *bassins de vie urbanisés* (respectivement + 274 000, + 121 000 et + 6 000), ce qui démontre toujours le dynamisme des deux premiers. A l'inverse, les *pôles ruraux et leurs périphéries* perdent plus de populations qu'ils n'en reçoivent dans leurs échanges avec les *bassins de vie urbanisés* (- 37 000).

Enfin, les analyses des migrations résidentielles à partir du document 4 révèlent l'importance des volumes échangés au sein même de chaque sous-type de campagne. Par exemple, plus de 530 000 individus ont effectué un déplacement résidentiel interne au *rural ouvrier*. C'est aussi particulièrement le cas dans les *campagnes périurbaines*, au sein du *périurbain de proximité* (283 000) et du *rural en voie de périurbanisation* (367 000), ainsi que dans les *nouvelles campagnes dynamiques*. Ce constat accrédite une idée maîtresse qui sera développée dans la troisième partie de cette communication (cf. docs 7 et 11), c'est-à-dire l'importance des migrations résidentielles de proximité en France métropolitaine, et notamment au sein des campagnes.

### **3) RERISES RURALES ET PROFILS DES « NOUVEAUX MIGRANTS »**

L'objectif de cette troisième partie est d'approfondir nos analyses des reprises dans les campagnes françaises, en étudiant les profils sociodémographiques des populations qui s'installent dans les différents espaces ruraux préalablement identifiés.

Deux indicateurs seront surtout mobilisés : l'âge et la catégorie socioprofessionnelle (CSP). Le premier permettra d'identifier des logiques migratoires internes au territoire métropolitain selon les tranches d'âge. Le RGP 2006 fait-il toujours apparaître des trajectoires divergentes avec l'avancée dans le cycle de vie ? Quels espaces sont privilégiés par les plus jeunes et les plus âgés ? Les CSP permettront ensuite d'analyser la composition sociale des populations migrant vers les campagnes françaises. Quelles propensions sociales peut-on observer dans la capacité des populations à changer de lieu de résidence ? Quels groupes sociaux participent aujourd'hui à l'extension des formes de périurbanisation et au développement d'autres reprises rurales ?

## A - Géographies des migrations résidentielles rurales selon les âges

L'ensemble des documents proposés ci-dessous confirme la persistance de spécificités des logiques migratoires résidentielles selon la position des individus dans le cycle de vie (Docs 5, 6, 7). En préambule, notons que ce sont toujours les jeunes générations qui migrent le plus (Doc 5). Les 20-35 ans ont notamment été plus de 2 275 000 à changer de commune de résidence sur la période étudiée et à s'installer dans les campagnes françaises (soit 19,3 % de cette tranche d'âge), alors que les 50-65 ans étaient par exemple, dans le même temps, 733 000 (soit 6,3 % de cette tranche d'âge).

Les 20-35 ans, et dans une moindre mesure les 35-50 ans, privilégient les *campagnes périurbaines* lorsqu'ils proviennent de *bassins de vie urbanisés* (respectivement 318 000 et 214 000 individus) (Doc 5). Les jeunes générations d'actifs constituent donc encore les catégories motrices des processus de périurbanisation (Doc 6). Elles privilégient les périphéries des grandes agglomérations et de nombreuses métropoles régionales pour effectuer leur premier investissement immobilier (classiquement, une maison individuelle avec un petit jardin dans un lotissement récent). Les fortes migrations internes des 20-35 ans dans les *campagnes périurbaines* (288 000) rendent également compte d'un éloignement progressif des centres vers le *rural en voie de périurbanisation* (autour de Paris, Bordeaux, Toulouse, Lyon...), à cause de prix immobiliers qui deviennent inabordables et/ou d'un besoin de tranquillité plus grand, à partir du 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> déménagement.

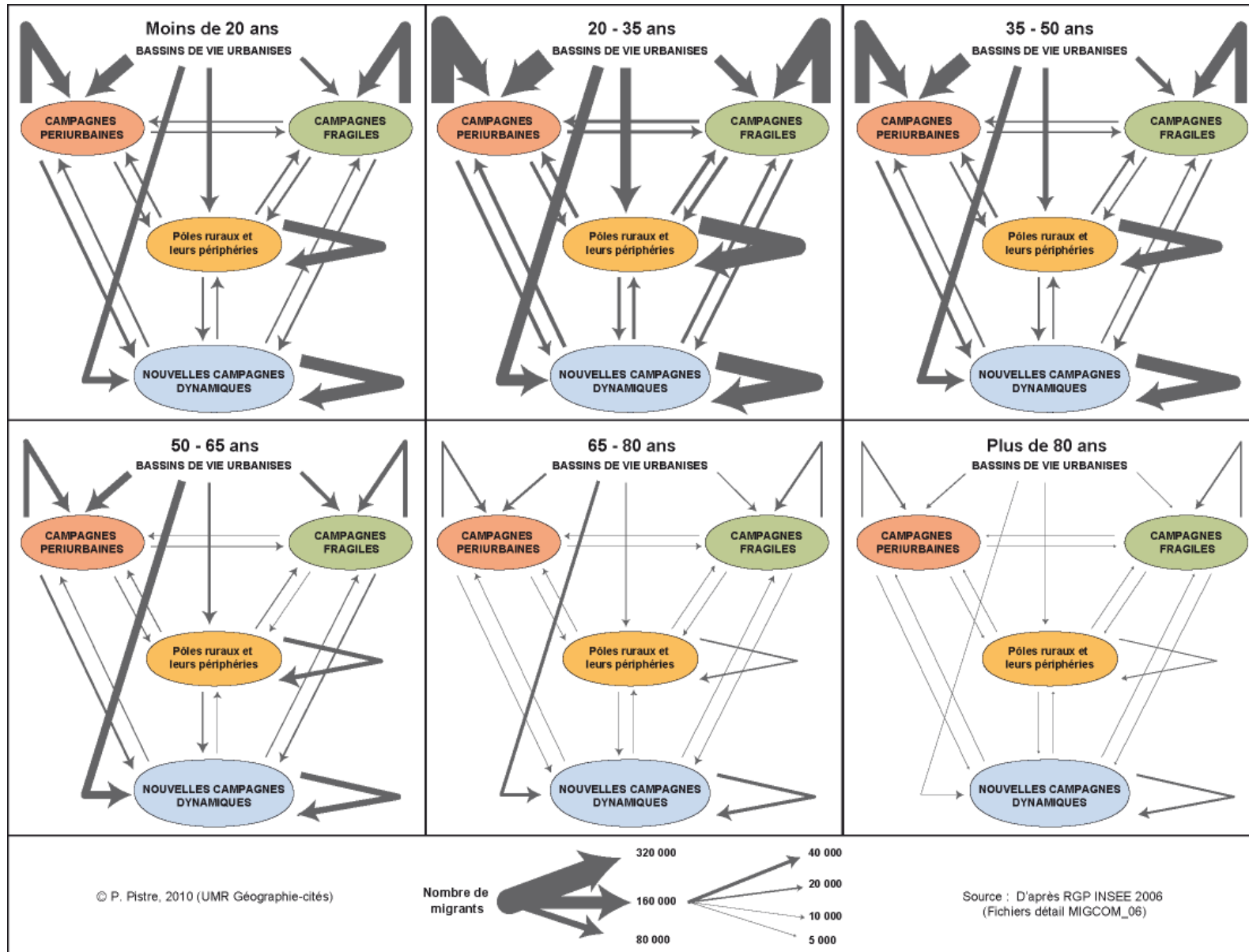
Les jeunes générations originaires des campagnes plébiscitent quant à elles des migrations internes à leur type rural d'origine, notamment au sein des *campagnes fragiles* et des *nouvelles campagnes dynamiques* (respectivement 243 000 et 227 000 individus) (Doc 5). Les migrations de proximité prédominent dans ces échanges migratoires, et elles rendent souvent compte de redistributions hiérarchiques, de villes moyennes et de pôles ruraux vers leurs périphéries, par exemple autour de Chartres, d'Angoulême, de Rodez et de Bastia (Doc 7).

Les générations suivantes (50-65 ans, 65-80 ans, 80 ans et plus) présentent des volumes et des propensions à la migration résidentielle plus faibles, qui se matérialisent notamment par une baisse de l'intensité des flux (Doc 5, 6, 7). Ce sont aussi les choix migratoires qui changent avec l'avancé en âge. En effet, les *nouvelles campagnes dynamiques* deviennent les plus privilégiées par les populations provenant des *bassins de vie urbanisés* (150 000 individus de plus de 50 ans). Elles le sont aussi par les populations des autres campagnes françaises puisqu'elles possèdent des soldes migratoires positifs dans leurs échanges respectifs, pour toutes les tranches d'âge de plus de 50 ans.

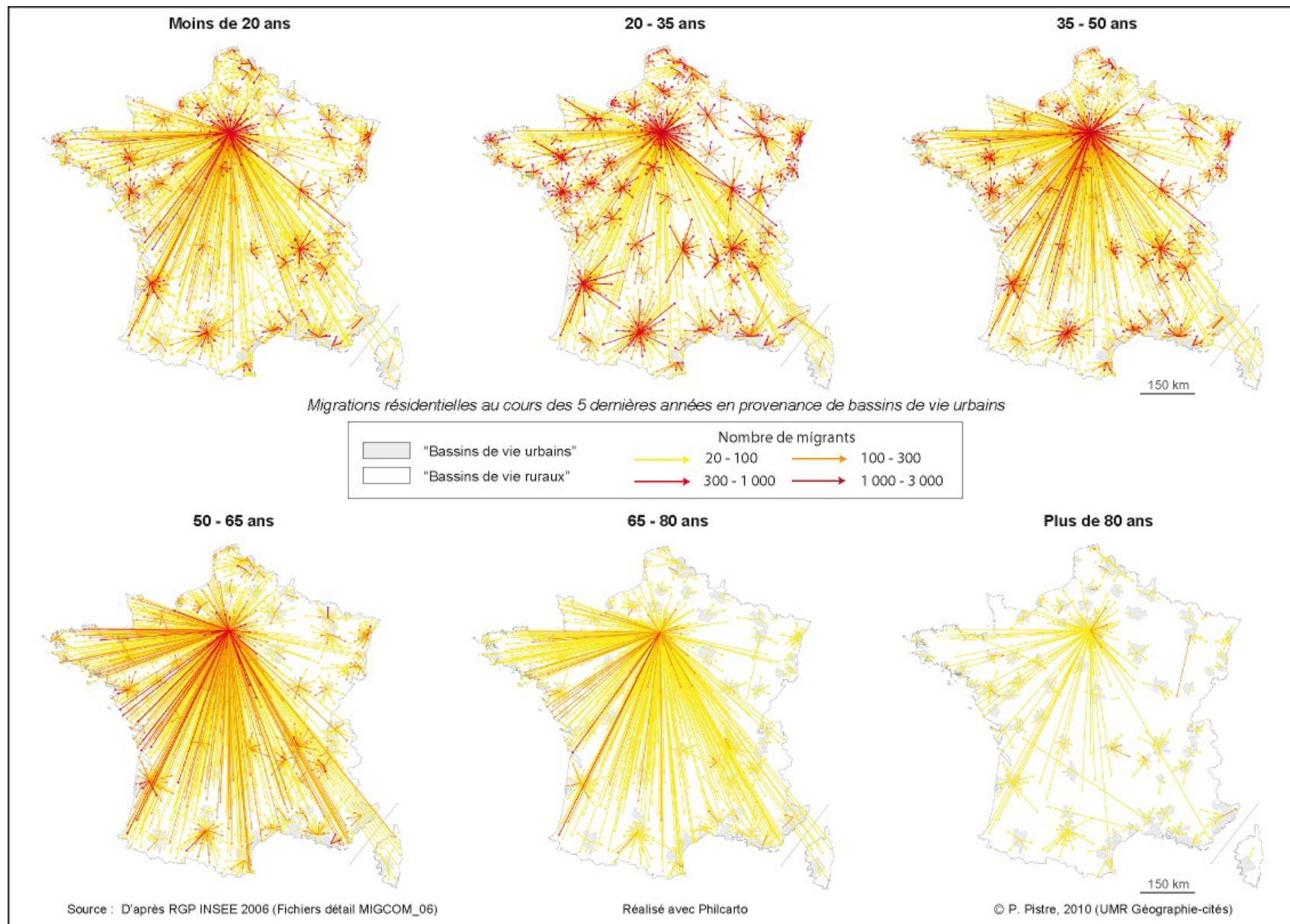
L'avancée dans le cycle de vie révèle aussi un allongement significatif des distances de migration ainsi qu'une diffusion plus large des flux d'origines urbaines (Doc 6, 7). La région parisienne apparaît ici prépondérante, telle une place forte émettrice. En effet, durant notre période d'étude, environ 135 000 individus de plus de 50 ans ont quitté le bassin de vie de Paris pour s'installer dans les campagnes françaises. Ils privilégient les façades maritimes (Méditerranée, Atlantique, Manche), le centre et le sud-ouest du pays : donc en premier lieu, le *rural à attractivité touristique, résidentielle et de retraite*.

Enfin, les migrations internes et de proximité au sein des campagnes françaises conservent des proportions relativement élevées avec l'avancé en âge, notamment au sein des *nouvelles campagnes dynamiques* et des *campagnes périurbaines* (Doc 5). Ces flux s'expliquent, pour une bonne partie, par des processus de réajustements migratoires avec l'âge, et notamment par des installations, déjà identifiées dans les recensements précédents, de populations âgées dans des centralités rurales mieux pourvues en services et en équipements médicaux (INSEE, 1998).

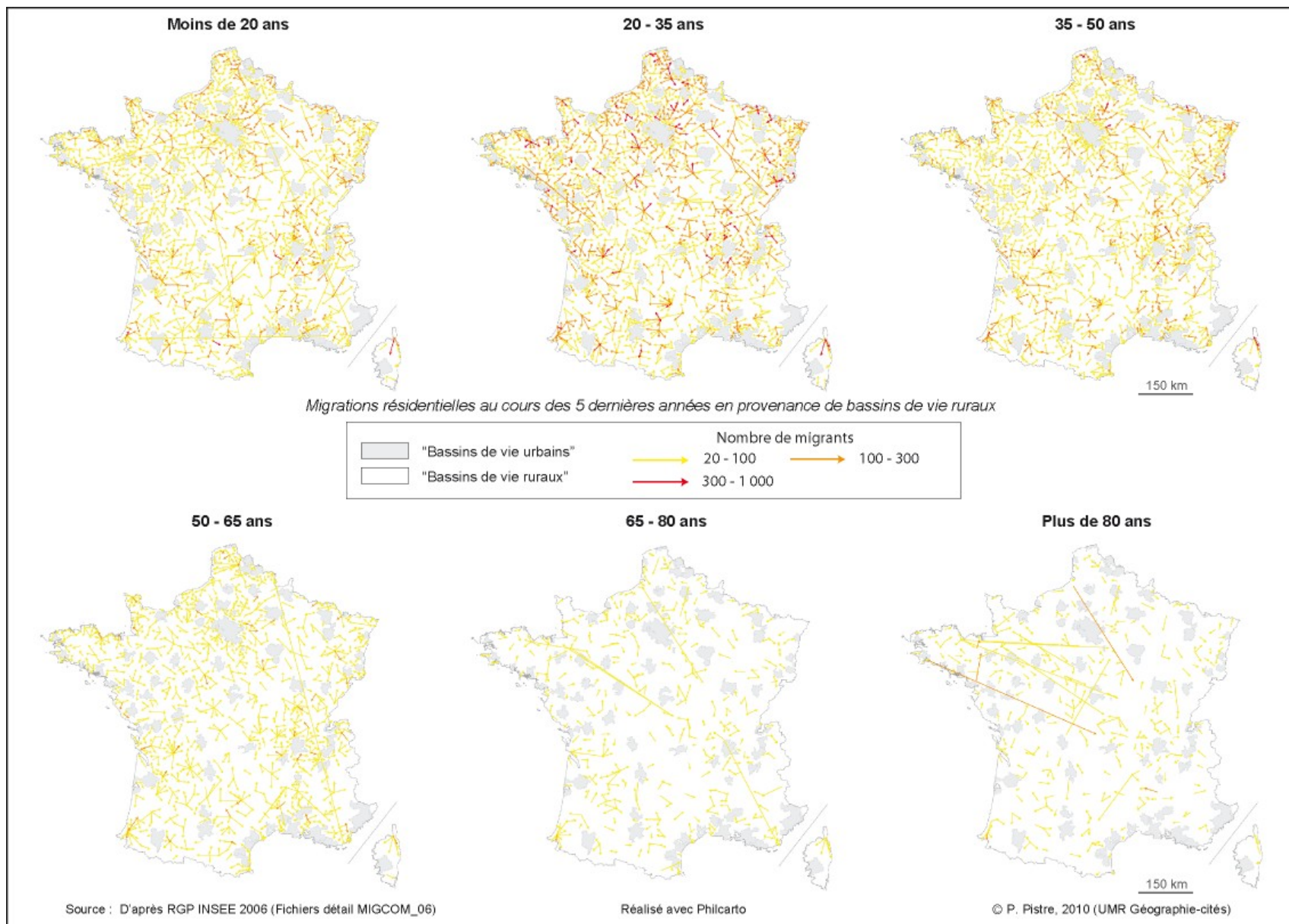
Document 5 – Migrations résidentielles et tranches d'âge : quels échanges à destination et entre les campagnes françaises ? (2006)



## Document 6 – Des processus migratoires hétérogènes selon les tranches d'âge vers les campagnes françaises (2006)



**Document 7 – Les migrations de proximité privilégiées pour les déplacements internes aux campagnes françaises selon les tranches d'âge (2006)**



## B - Géographies des migrations résidentielles rurales selon les CSP

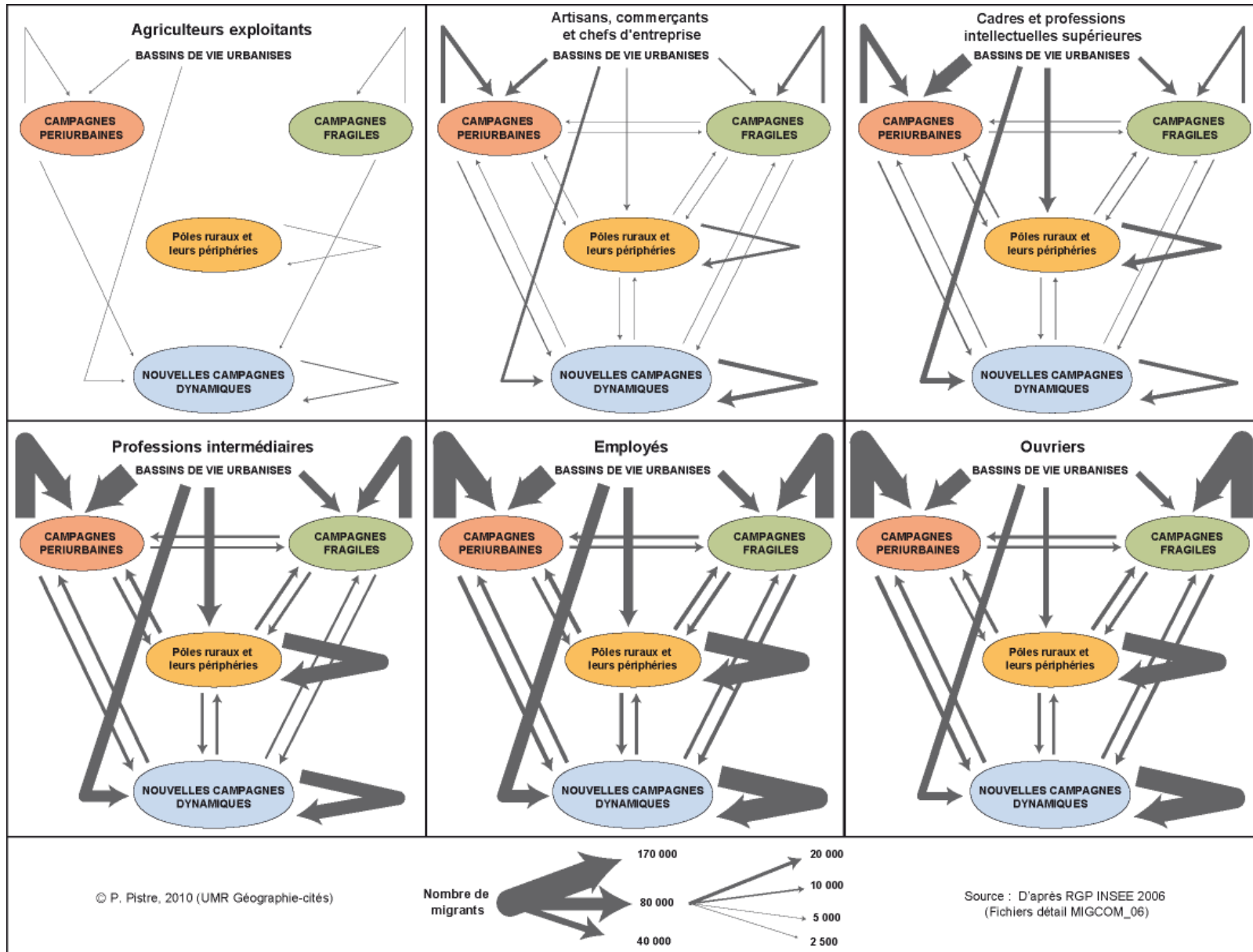
Cette dernière sous-partie mettra l'accent sur une analyse de la composition sociale des nouvelles populations migrant vers les campagnes françaises (Docs 8, 9, 10, 11, 12). Notons en préambule que, parmi l'ensemble des catégories socioprofessionnelles, certaines présentent des volumes migratoires beaucoup forts que d'autres (Doc 8). Les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers ont été respectivement plus de 980 000, 1 150 000 et 1 035 000 à changer de communes de résidence sur la période étudiée, et à venir s'installer dans les campagnes françaises (environ 14 % de chaque CSP) ; alors que les agriculteurs et les artisans, commerçants, chefs d'entreprise n'ont été que 35 000 et 208 000 (environ 6,6% et 12,8% de chaque CSP). Ainsi, au-delà d'inégales propensions à la migration, ces différences correspondent surtout aux poids hétérogènes de ces groupes sociaux dans la population française.

Quelles sont les catégories sociales les plus impliquées dans la poursuite et le prolongement des processus de périurbanisation en France métropolitaine ? Les professions intermédiaires apparaissent comme le groupe prédominant, avec plus de 170 000 individus qui ont quitté les *bassins de vie urbanisés* pour s'installer dans les *campagnes périurbaines* (soit 47,5 % des migrations effectuées par ce groupe en provenance des ensembles urbains) (Doc 8). Les employés en volume, avec plus de 150 000 individus, ainsi que les cadres, professions intellectuelles supérieures et les ouvriers, en proportion de leurs migrations au départ des centres urbains (respectivement 48,6 % et 45,4 %), ont également été très impliqués.

De fait, les classes moyennes sont toujours au cœur des processus contemporains de périurbanisation. Elles sont aussi accompagnées par une grande pluralité de groupes sociaux, qui marquent d'ailleurs des préférences spatiales différentes à la périphérie des villes françaises. Par exemple, les cadres, professions intellectuelles supérieures plébiscitent plutôt le *périurbain de proximité*, proche des grandes agglomérations (Paris, Lyon, Strasbourg, Toulouse) - 60 % de ceux qui ont quitté les ensembles urbains pour les campagnes périurbaines (soit 55 000 individus) -, alors que les ouvriers et les employés s'installent majoritairement dans le *rural en voie de périurbanisation*, à proximité des métropoles régionales intermédiaires et notamment dans l'ouest du pays (58 % et 52 % d'entre eux, soit 61 000 et 78 000 individus) (Doc 9). L'indéniable poursuite des processus de périurbanisation s'accompagne ainsi de la reproduction de ses caractères sélectifs et ségrégatifs, et principalement par une hiérarchisation des prix immobiliers en fonction des distances aux centres des villes françaises.

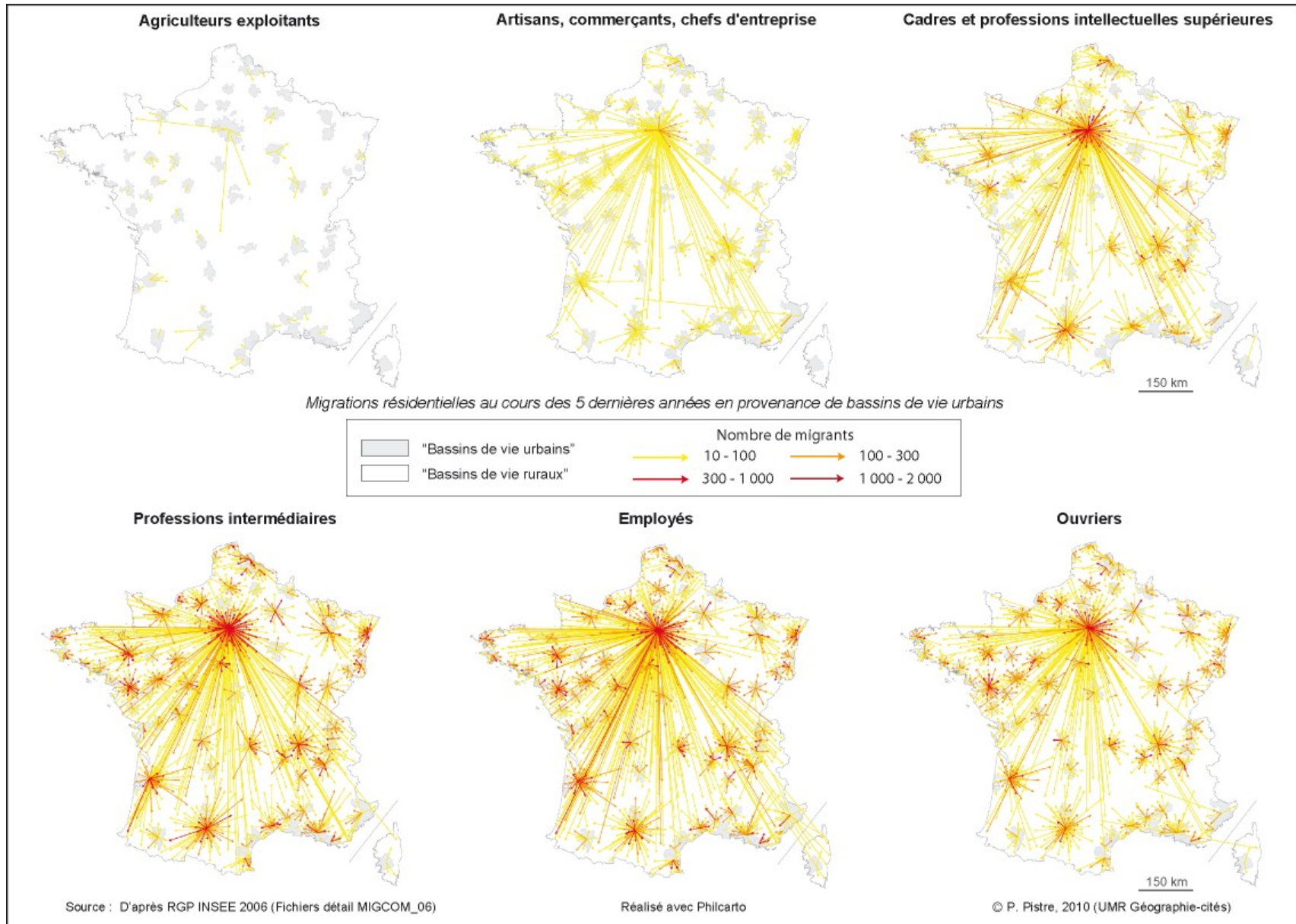
Les distinctions socioprofessionnelles révèlent aussi, plus globalement, d'inégales pratiques migratoires résidentielles selon les CSP. Les cadres, professions intellectuelles supérieures privilégient les réseaux urbains et périurbains, assurément pour des raisons de marché de l'emploi. Par exemple, ils sont en proportion ceux qui migrent le plus des *bassins de vie urbanisés* vers les *pôles ruraux* (20 % des cadres migrants, en provenance d'ensembles urbains, soit 38 000 individus). Ils sont également les moins adeptes des migrations de proximité au sein des campagnes françaises : moins de 32 % de leurs installations en rural s'effectuent au sein d'un même type rural ou périurbain (Docs 8, 9, 10). Inversement, les ouvriers et les agriculteurs exploitants sont ceux qui migrent proportionnellement le plus de manière interne, de proche en proche, au sein des campagnes françaises (respectivement plus 52% et 58 % de leurs installations en rural). Les employés et les professions intermédiaires présentent des tendances plus nuancées, composées à la fois d'importantes migrations résidentielles internes aux différentes campagnes, et de pleines inscriptions dans les processus de périurbanisation et d'autres échanges urbain-rural (Docs 8, 9, 10).

**Document 8 – Migrations résidentielles et catégories sociales : quels échanges à destination et entre les campagnes françaises ? (2006)**

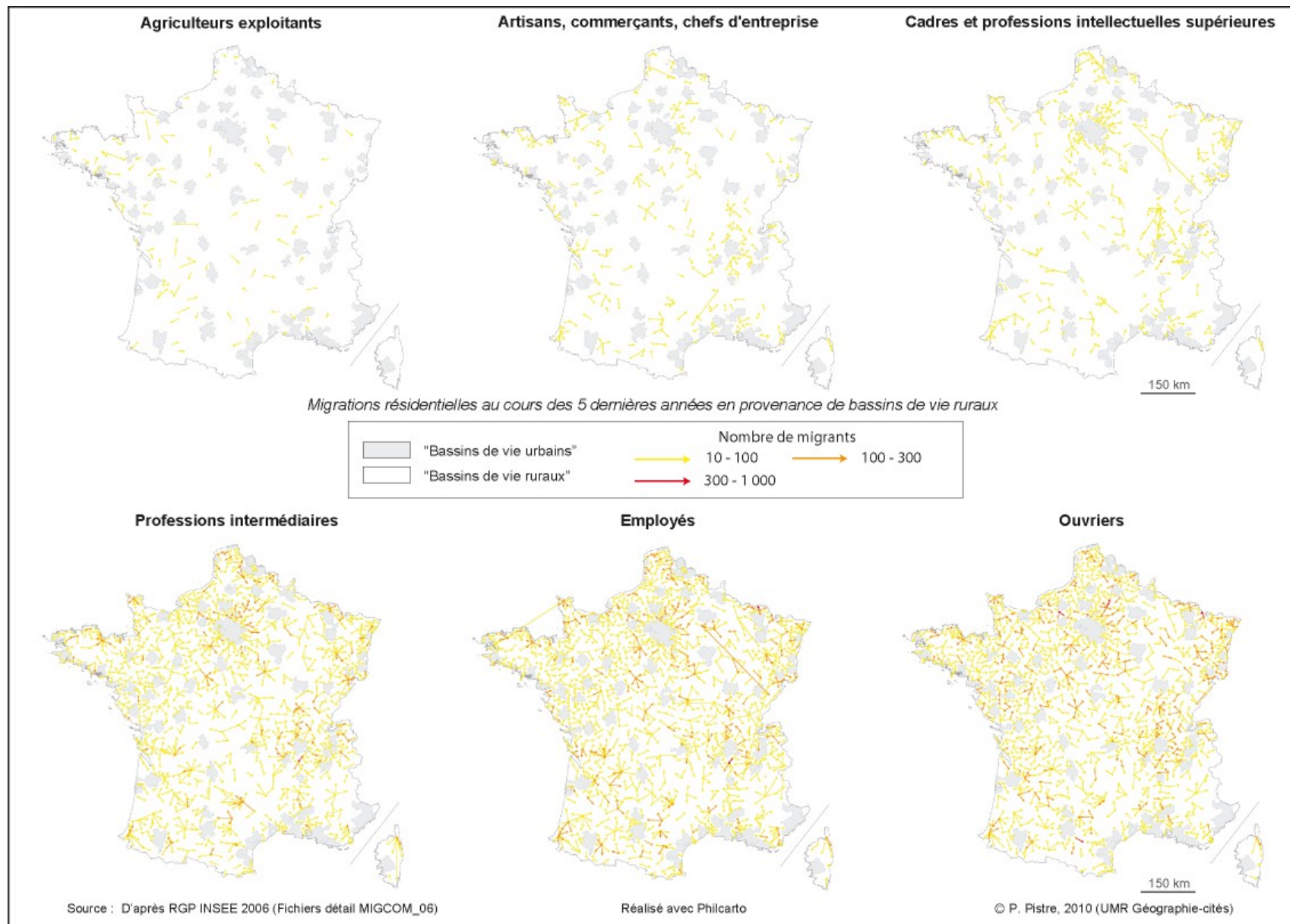




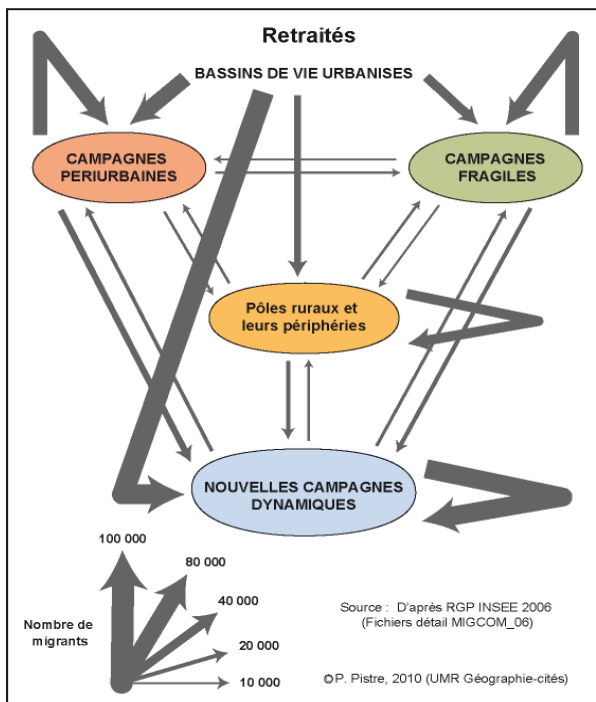
**Document 9 – Des processus migratoires hétérogènes selon les catégories socioprofessionnelles vers les campagnes françaises (2006)**



**Document 10 – Les migrations de proximité privilégiées pour les déplacements internes aux campagnes françaises selon les CSP (2006)**



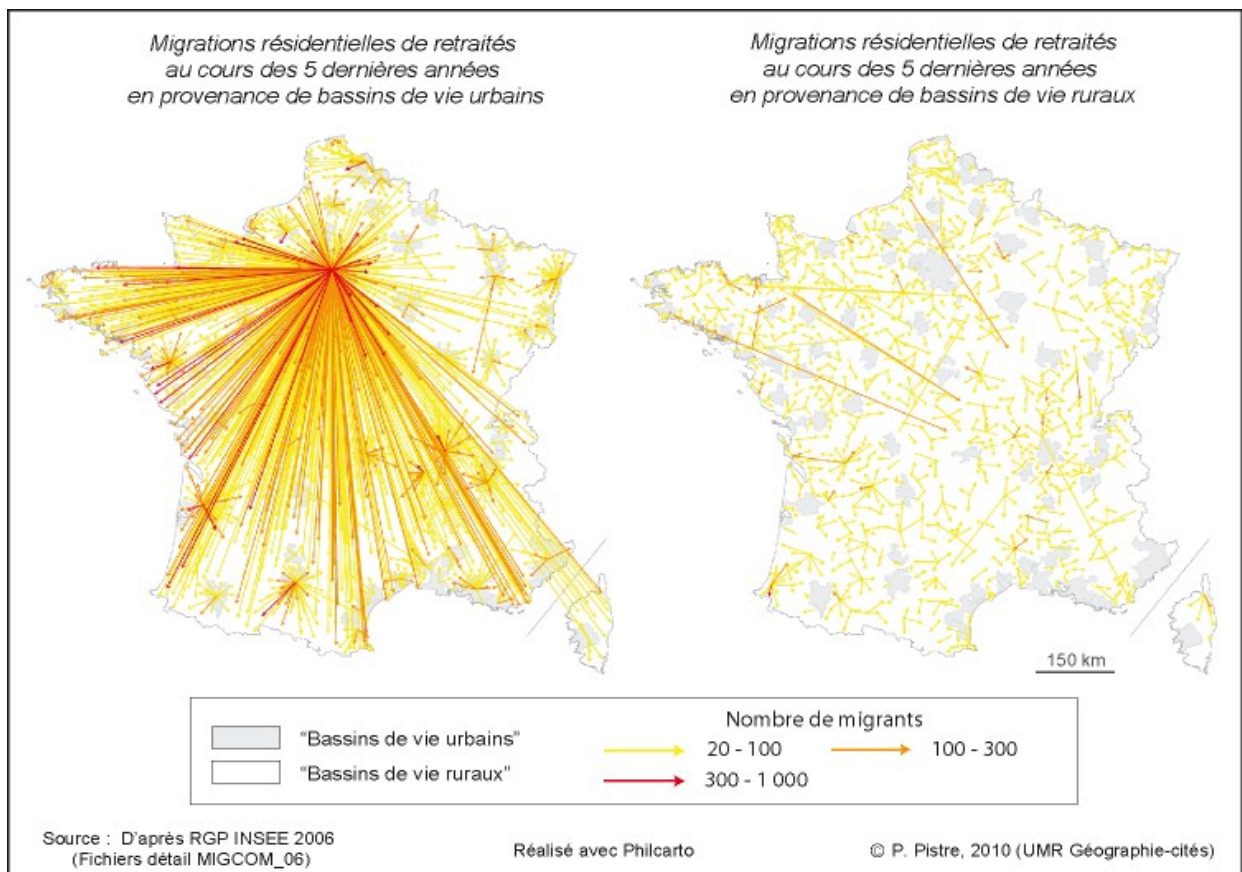
## Document 11 – Quelles sont les préférences migratoires des retraités ? (2006)



Enfin, une analyse socioprofessionnelle des populations migrant vers les campagnes françaises révèle l'attractivité des *nouvelles campagnes dynamiques* pour certaines CSP. Les retraités, dans une moindre mesure les artisans, commerçants, chefs d'entreprises, plébiscitent cette destination, en provenance des *bassins de vie urbanisés* (respectivement 96 000 et 18 000 individus, soit 39,5 % et 29,8 % de leurs migrations d'origines urbaines) (Docs 8, 9, 11). Ces observations viennent ainsi confirmer le basculement des préférences migratoires avec l'avancé en âge.

Les migrations de retraite s'effectuent aujourd'hui majoritairement de la région parisienne vers l'ouest, le centre et le sud du pays (plus de 90 000 individus) (Doc 12). D'une manière générale, les retraités d'origines urbaines privilégient le *rural à attractivité touristique, résidentielle, de retraite* et le *rural en transition* (soit 57 000 et 36 000 individus). Après leurs premières installations, ils sont également nombreux à migrer en interne, de proche en proche, au sein des *nouvelles campagnes dynamiques* (90 000 individus).

## Document 12 - L'ouest et le sud de la France privilégiés pour les migrations de retraite vers les campagnes françaises (2006)



Les processus de périurbanisation restent aujourd'hui prégnants en France métropolitaine. Notamment alimentés par les jeunes classes moyennes actives et par une certaine diversité sociale -des ouvriers, des cadres, des professions intermédiaires, à la recherche d'une (première) acquisition immobilière abordable-, ils s'étendent autour des métropoles les plus attractives : Lyon, Nantes, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, et gagnent des agglomérations et des pôles ruraux plus modestes.

Au-delà des croissances démographiques au sein des *campagnes périurbaines*, nous avons mis en évidence des reprises dans de nombreuses campagnes françaises, même parmi les plus fragiles. Les *nouvelles campagnes dynamiques*, du sud et de l'ouest du pays, sont notamment apparues des plus attractives, l'âge avançant, pour les retraités. Dans le cadre de nos recherches de thèse (Pistre, 2008), nous apportons une attention particulière à ces campagnes et populations, en faisant l'hypothèse qu'elles sont au cœur de formes de gentrification rurale, déjà identifiées dans les campagnes britanniques (Phillips, 2009), mais qui restent largement à analyser dans le cas français.

### **Bibliographie :**

BESSY-PIETRI P., HILAL M., SCHMITT B. (2001). « Des évolutions démographiques rurales contrastées liées à la proximité et aux dynamiques urbaines », *Espace, populations, Sociétés*, n°1-2, p 19-36.

DATAR. (2003). *Quelle France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, La Découverte, Paris, 70 p.

INSEE. (1998). *Les campagnes et leurs villes*, Paris, 203 p.

INSEE, en collaboration avec l'IFEN, l'INRA, le SCEES, la DATAR. (2003). *Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie*, Paris, 114 p.

JULIEN P. (2007). « La France en 1916 Bassins de vie », *Économie et Statistiques*, n°402, p 25-39.

KAYSER B. (1990), *La renaissance rurale – Sociologie des campagnes du monde occidental*, Armand Colin, Paris, 316 p.

LAGANIER J., VIENNE D. (2009), « Recensement de la population de 2006 - La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes », *Insee Première*, n° 1218, 4 p.

LE BRAS H. (2007), *Les 4 mystères de la population française*, Odile Jacob, Paris, 303 p.

MOREL B., REDOR P. (2006), « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - La croissance démographique s'étend toujours plus loin des villes », *Insee Première*, n° 1058, 4 p.

PERRIN D., MALET J. (2003). *Les politiques de développement rural : rapport de l'instance d'évaluation*, La Documentation française, Paris, 479 p.

PHILIPPS M. (2009). "Gentrification, Rural", *International encyclopedia of human geography*, Elsevier, p 368-375.

PISTRE P. (2008). *Gentrification, paupérisation et vieillissement dans les espaces ruraux français (1962-2006)*, Projet de recherche de Master 2, Université Paris 1, 39 p.

SENCEBE Y., LEPICIER D. (2007). « Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale », *EspacesTemps.net*, <http://espacestemp.net/document2270.html>, Mis en ligne le 10 Mai 2007.

TALANDIER M. (2007), *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation, le cas du monde rural français*, Doctorat en Urbanisme, Aménagement et Politiques urbaines, Université Paris 12, 479 p.